



Communiqué de presse

Luxembourg, le 14 octobre 2020

La Cour des comptes européenne examine les financements européens destinés à stimuler la compétitivité des PME

La Cour des comptes européenne a lancé un nouvel audit afin de déterminer si les financements européens en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) contribuent à les rendre plus compétitives et plus aptes à affronter l'avenir. Les auditeurs examineront si le soutien apporté par la Commission européenne au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) permet aux *start-up* et aux entreprises en expansion (*scale-up*) de réaliser des gains durables de compétitivité. Ils vérifieront en outre si les États membres dirigent ces financements vers les destinataires appropriés, s'ils répondent aux besoins les plus pertinents et si les projets financés produisent des résultats. L'audit s'inscrit dans le contexte de la crise liée à la COVID-19, qui oblige les entreprises de l'UE à fournir des efforts supplémentaires afin de survivre sur le marché dans un environnement commercial plus difficile.

Les PME sont l'épine dorsale de l'économie de l'UE et contribuent à diffuser l'innovation dans les régions européennes en répondant par des solutions de pointe aux enjeux tels que le changement climatique, l'utilisation efficace des ressources et la cohésion sociale. L'UE vise à devenir l'endroit le plus attrayant au monde pour le démarrage et l'expansion des entreprises. Pour la période budgétaire septennale en cours (2014-2020), le soutien du FEDER aux PME – actuellement passé au crible par les auditeurs – représente un peu moins de 55 milliards d'euros, principalement destinés à la Pologne (environ 11 milliards d'euros), suivie de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal (entre 4,5 et 5,5 milliards d'euros chacun). Sur cette enveloppe, quelque 26 milliards d'euros sont destinés à rendre les PME plus compétitives.

«Notre audit vise à aider la Commission et les États membres à faire un meilleur usage des crédits du FEDER afin de rendre les PME de l'UE plus compétitives, plus résilientes et plus aptes à affronter l'avenir», a déclaré **M. Pietro Russo, le Membre de la Cour responsable de l'audit.**

«Cela revêt une importance particulière eu égard aux défis auxquels les PME sont confrontées en

L'objectif de ce communiqué de presse est de présenter les principaux messages de l'AuditInfo de la Cour des comptes européenne. Celle-ci est disponible dans son intégralité, en anglais, sur le site eca.europa.eu.

ECA Press

12, rue Alcide De Gasperi - L-1615 Luxembourg

E: press@eca.europa.eu @EUAuditors eca.europa.eu

raison de la crise de la COVID-19, et au rôle majeur que les financements du FEDER jouent pour les start-up et les scale-up dans certains États membres.»

Avec la pandémie de COVID-19 et la crise économique mondiale qui en a résulté, survivre sur le marché est devenu encore plus difficile pour les petites entreprises, car l'environnement commercial est plus défavorable. Leur capacité de s'adapter à cette situation ne dépendra pas seulement de leur compétitivité actuelle, mais aussi de leur potentiel en la matière. Or les PME de l'Union européenne sont souvent confrontées à des difficultés pour obtenir des financements, à une offre limitée de main-d'œuvre qualifiée, à une réglementation trop lourde et à des contraintes administratives excessives. Pour s'attaquer à ces défis, la Commission a déjà adopté des initiatives réglementaires stratégiques telles que le «*Small Business Act* pour l'Europe», en 2008, l'«initiative en faveur des *start-up* et des *scale-up*», en 2016 et la «stratégie axée sur les PME pour une Europe durable et numérique», en 2020. En outre, le budget de l'UE est également utilisé pour aider les PME au moyen de subventions, de prêts et d'instruments financiers dans divers domaines, comme la recherche, la culture, la cohésion et l'agriculture, mais aussi au titre d'initiatives d'investissement en réaction au coronavirus telles que la CRII, la CRII+ et REACT-EU, qui permettent de fournir un soutien supplémentaire du FEDER, essentiellement sous la forme de fonds de roulement ou d'aide à l'investissement.

Le soutien aux PME restera un pilier central de la politique de cohésion de l'UE dans son prochain budget à long terme (2021-2027). Les auditeurs présenteront donc également une première évaluation de la manière dont ce soutien est conçu pour la nouvelle période.

Remarques à l'intention des journalistes

En 2018, les PME de l'UE étaient plus de 25 millions, employaient environ 98 millions de personnes et génèrent quelque 56 % de la valeur ajoutée totale. Leur nombre varie considérablement d'un État membre à l'autre: il atteint son maximum en Italie (3,7 millions) et son minimum à Malte (28 500). En proportion de la population, c'est en Tchéquie que les PME sont le plus nombreuses (96 pour mille habitants) et en Roumanie qu'elles le sont le moins (25 pour mille habitants). Le segment de marché qui rassemble le plus grand nombre de PME (plus de 6 millions) est celui du commerce de gros, de la vente au détail et de la réparation automobile et de motos.

Le rapport final est prévu pour l'automne 2021. La Cour des comptes européenne a publié aujourd'hui une AuditInfo, disponible en anglais sur le site eca.europa.eu. Les AuditInfos s'appuient sur les travaux préparatoires à un audit et ne doivent pas être considérées comme des observations, des conclusions ou des recommandations d'audit. Cet audit vient compléter le récent [rapport spécial](#) de la Cour relatif au soutien de l'UE en faveur de l'innovation dans les PME et un [audit en cours](#) sur le soutien apporté par l'UE pour aider les PME à accéder aux marchés internationaux.

Demain, 15 octobre, la Cour organise une conférence virtuelle sur la stimulation des investissements dans l'UE en temps de crise. Pour toute inscription de dernière minute, veuillez prendre contact avec le [service de presse de la Cour](#).

Pour obtenir des informations sur les mesures prises par la Cour des comptes européenne en raison de la pandémie de COVID-19, veuillez cliquer [ici](#).

Contact presse pour cette AuditInfo

Damijan Fišer – E: damijan.fiser@eca.europa.eu T: (+352) 4398 45 510 / M: (+352) 621 552 224